

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio (Italie) le 2 avril 2010 — Andrea Sacripanti/Ministero dell'Interno**

(Affaire C-171/10)

(2010/C 161/45)

*Langue de procédure: l'italien*

**Jurisdiction de renvoi**

Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio.

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* Andrea Sacripanti.

*Partie défenderesse:* Ministero dell'Interno.

**Question préjudicielle**

Peut-on considérer qu'est compatible avec les articles 43 CE et 49 CE une réglementation nationale (introduite depuis le décret Bersani, decreto-legge n° 223, du 4 juillet 2006, converti en loi n° 248, du 4 août 2006) «qui (...) prévoit notamment:

- a) l'existence d'une tendance générale à la protection des titulaires des concessions octroyées à une époque antérieure, sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs;
- b) la présence de dispositions qui garantissent de fait le maintien des positions commerciales acquises sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs (comme, par exemple, l'interdiction pour de nouveaux concessionnaires d'installer leurs guichets à moins d'une distance déterminée de ceux déjà existants); et
- c) la fixation d'hypothèses de déchéance de la concession et d'acquisition de garanties d'un montant très élevé, hypothèses parmi lesquelles figure celle où le concessionnaire exploite directement ou indirectement des activités transfrontalières de jeux assimilables à celles faisant l'objet de la concession?»

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio (Italie) le 2 avril 2010 — Emiliano Orrù/Ministero dell'Interno**

(Affaire C-172/10)

(2010/C 161/46)

*Langue de procédure: l'italien*

**Jurisdiction de renvoi**

Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio.

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* Emiliano Orrù.

*Partie défenderesse:* Ministero dell'Interno.

**Question préjudicielle**

Peut-on considérer qu'est compatible avec les articles 43 CE et 49 CE une réglementation nationale (introduite depuis le décret Bersani, decreto-legge n° 223, du 4 juillet 2006, converti en loi n° 248, du 4 août 2006) «qui (...) prévoit notamment:

- a) l'existence d'une tendance générale à la protection des titulaires des concessions octroyées à une époque antérieure, sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs;
- b) la présence de dispositions qui garantissent de fait le maintien des positions commerciales acquises sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs (comme, par exemple, l'interdiction pour de nouveaux concessionnaires d'installer leurs guichets à moins d'une distance déterminée de ceux déjà existants); et
- c) la fixation d'hypothèses de déchéance de la concession et d'acquisition de garanties d'un montant très élevé, hypothèses parmi lesquelles figure celle où le concessionnaire exploite directement ou indirectement des activités transfrontalières de jeux assimilables à celles faisant l'objet de la concession?»

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio (Italie) le 2 avril 2010 — Fabrizio Cariulo/Ministero dell'Interno**

(Affaire C-173/10)

(2010/C 161/47)

*Langue de procédure: l'italien*

**Jurisdiction de renvoi**

Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio.

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* Fabrizio Cariulo.

*Partie défenderesse:* Ministero dell'Interno.

**Question préjudicielle**

Peut-on considérer qu'est compatible avec les articles 43 CE et 49 CE une réglementation nationale (introduite depuis le décret Bersani, decreto-legge n° 223, du 4 juillet 2006, converti en loi n° 248, du 4 août 2006) «qui (...) prévoit notamment:

- a) l'existence d'une tendance générale à la protection des titulaires des concessions octroyées à une époque antérieure, sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs;
- b) la présence de dispositions qui garantissent de fait le maintien des positions commerciales acquises sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs (comme, par exemple, l'interdiction pour de nouveaux concessionnaires d'installer leurs guichets à moins d'une distance déterminée de ceux déjà existants); et
- c) la fixation d'hypothèses de déchéance de la concession et d'acquisition de garanties d'un montant très élevé, hypothèses parmi lesquelles figure celle où le concessionnaire exploite directement ou indirectement des activités transfrontalières de jeux assimilables à celles faisant l'objet de la concession?»

concessionnaires d'installer leurs guichets à moins d'une distance déterminée de ceux déjà existants); et

- c) la fixation d'hypothèses de déchéance de la concession et d'acquisition de garanties d'un montant très élevé, hypothèses parmi lesquelles figure celle où le concessionnaire exploite directement ou indirectement des activités transfrontalières de jeux assimilables à celles faisant l'objet de la concession?»

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio (Italie) le 2 avril 2010 — Pietro Calogero/Ministero dell'Interno**

(Affaire C-175/10)

(2010/C 161/49)

*Langue de procédure: l'italien*

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio (Italie) le 2 avril 2010 — Paola Tonachella/Ministero dell'Interno**

(Affaire C-174/10)

(2010/C 161/48)

*Langue de procédure: l'italien*

**Jurisdiction de renvoi**

Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio.

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* Paola Tonachella.

*Partie défenderesse:* Ministero dell'Interno.

**Question préjudicielle**

Peut-on considérer qu'est compatible avec les articles 43 CE et 49 CE une réglementation nationale (introduite depuis le décret Bersani, decreto-legge n° 223, du 4 juillet 2006, converti en loi n° 248, du 4 août 2006) «qui (...) prévoit notamment:

- a) l'existence d'une tendance générale à la protection des titulaires des concessions octroyées à une époque antérieure, sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs;
- b) la présence de dispositions qui garantissent de fait le maintien des positions commerciales acquises sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs (comme, par exemple, l'interdiction pour de nouveaux

**Jurisdiction de renvoi**

Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio.

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* Pietro Calogero.

*Partie défenderesse:* Ministero dell'Interno.

**Question préjudicielle**

Peut-on considérer qu'est compatible avec les articles 43 CE et 49 CE une réglementation nationale (introduite depuis le décret Bersani, decreto-legge n° 223, du 4 juillet 2006, converti en loi n° 248, du 4 août 2006) «qui (...) prévoit notamment:

- a) l'existence d'une tendance générale à la protection des titulaires des concessions octroyées à une époque antérieure, sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs;
- b) la présence de dispositions qui garantissent de fait le maintien des positions commerciales acquises sur la base d'une procédure qui a illégalement exclu une partie des opérateurs (comme, par exemple, l'interdiction pour de nouveaux concessionnaires d'installer leurs guichets à moins d'une distance déterminée de ceux déjà existants); et
- c) la fixation d'hypothèses de déchéance de la concession et d'acquisition de garanties d'un montant très élevé, hypothèses parmi lesquelles figure celle où le concessionnaire exploite directement ou indirectement des activités transfrontalières de jeux assimilables à celles faisant l'objet de la concession?»